

Israël-UE : des sanctions maintenant, pas de renforcement des relations

mercredi 10 décembre 2008, par [WARSCHAWSKI Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2008).

Pendant qu'Israël empêche les livraisons d'aide humanitaire à Gaza, l'UE veut renforcer les relations d'Israël avec la Communauté européenne.

« *Gaza brûle* », écrit la militante française Liliane Cordova Kaczerginski, en citant les paroles d'une célèbre chanson racontant l'histoire d'un village juif détruit par les nazis. Comme il y a 60 ans, Gaza brûle et le monde se tait, attendant l'issue d'un processus de paix inexistant. « *Une entité hostile* », c'est la façon dont les dirigeants israéliens ont défini il y a un an, un territoire dans lequel 1.500.000 de civils, de femmes, de vieillards et d'enfants essayent de survivre. En tant que tel, l'Etat d'Israël a le droit, en fait le devoir, de lancer contre lui une guerre d'annihilation.

Il y a quelques années, la défunte Tanya Reinhart utilisa le mot « génocide » pour décrire la féroce répression exercée sur les Palestiniens dans les territoires occupés par Israël. J'ai fait partie de ceux qui l'ont critiquée pour avoir utilisé un concept trop fort. De là où tu es maintenant, pardonne-moi Tanya, parce que tu avais raison, tu voyais la vraie nature du projet israélien et moi j'avais complètement tort : l'Etat d'Israël mène un génocide rampant contre le peuple de Gaza en utilisant l'arme de la famine, des coupures d'électricité, de la privation d'eau potable, en provoquant des épidémies et en empêchant les soins médicaux essentiels.

Gaza est en état de siège et le criminel de guerre Ehoud Barak vient juste d'ordonner la réduction de moitié de l'aide humanitaire d'urgence envoyée par les Nations Unies.

Quand Sarajevo subissait un siège criminel de la part de l'armée serbe et des milices, la communauté internationale a réagi par des sanctions sévères, un boycott du régime yougoslave et le bombardement de Belgrade. Quand l'Irak a occupé le Kuweit, la communauté internationale a lancé une offensive militaire contre l'Irak et décidé d'un embargo radical qui a provoqué la mort de centaines de milliers d'enfants innocents. Aujourd'hui, la même communauté internationale est complètement muette face au martyr de Gaza. Il est de notre devoir, et du devoir des sociétés civiles du monde entier, d'exiger des institutions internationales et des gouvernements des actions urgentes et drastiques contre Israël, un Etat qui viole les règles élémentaires de la loi internationale, des centaines de résolutions de l'ONU et toutes les conventions destinées à protéger les droits humains.

Les crimes de guerre commis par l'Etat d'Israël contre la population de Gaza l'excluent de la communauté des Nations. Comme l'Afrique du Sud de l'apartheid, il devrait être sanctionné et boycotté et non récompensé par un renforcement de l'accord de partenariat avec l'Union européenne.

En tant que citoyen israélien, j'attends de l'Union européenne qu'elle nous aide à mettre la pression sur notre gouvernement pour qu'il cesse ses crimes contre la population palestinienne de Gaza. En récompensant Israël avec un renforcement de ses relations avec la communauté européenne, le

message de l'Union européenne est une honte qui devrait être condamnée et combattue par tous les Européens attachés à la dignité humaine.